



Israël-États-Unis. La sanctuarisation d'Israël: objectif constant de l'OTAN

2/4

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 12 janvier 2023

[Madaniya.info](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

1 - La théorie du vaccum: De la sophistication occidentale en guise de justification idéologique à la prédation de la Palestine

Israël est le seul pays au Monde, à l'orée de la guerre froide soviéto-américaine (1945-1990), à avoir été simultanément reconnu par les États-Unis et l'URSS.

Le discours de Fulton du premier ministre britannique Winston Churchill sur «le rideau de fer» qui s'est abattu sur les pays du bloc soviétique, annonçant le début de la guerre froide, est intervenu le 5 octobre 1946, soit deux ans avant le vote soviétique en faveur de l'État Hébreu. Mais si le président Harry Truman a obéi davantage à des calculs électoralistes, prudent, il veillera, néanmoins, à biffer la mention d'état juif pour lui substituer le terme «état d'Israël». Il n'en sera pas de même de l'Union soviétique.

La tragique méprise de l'URSS lors du vote du plan de partage

Pour les survivants du génocide hitlérien et les innombrables et nouveaux sympathisants de la cause juive tout heureux de compenser par une arabophobie lancinante, une judéophilie naissante, comme soulagés de leur passivité antérieure devant l'un des grands points noirs de l'histoire occidentale avec la traite négrière, la création d'Israël constituait une juste réparation d'un dommage à l'égard d'une communauté continuellement persécutée en Europe depuis plusieurs siècles dans leurs propres pays par leurs propres concitoyens.

Il n'en pas été de même pour les Arabes qui estimaient que le Plan de Partage de la Palestine représentait la première opération de délocalisation vers le Monde arabe de la sous-traitance de l'antisémitisme récurrent de la société occidentale; une opération aboutissant à l'amputation d'un patrimoine national au profit d'une communauté exogène, en compensation de massacres dont pas plus les Arabes que les Palestiniens n'en étaient aucunement responsables. Une compensation sur bien d'autrui en somme. Une opération triangulaire d'une grande perversité.

L'URSS, elle, estimait que l'idéal sioniste symbolisé par le Kibboutz était plus conforme au schéma soviétique matérialisé par le Kolkhoze, en tout cas infiniment plus que les «féodaux arabes». Tel était du moins l'argument avancé par la propagande soviétique pour justifier son vote en faveur de la création d'Israël.

Mais cet aspect idéologique masquait en fait un objectif stratégique: Le dégagement des Britanniques du Moyen orient. En appuyant la création d'Israël Moscou entrevoyait une

possibilité de pénétrer au Proche-Orient par la Palestine, à condition d'en chasser d'abord les Anglais. Durant la période suivant la Seconde Guerre mondiale, les Britanniques ont essayé, en effet, d'organiser le monde de manière à le tenir hors de portée des Soviétiques. En septembre 1946, à Zurich, Winston Churchill lance l'idée des États-Unis d'Europe. Sur le même principe, il lance la Ligue arabe.

Dans les deux cas, il s'agissait de faire l'unité d'une région sans la Russie. Dès le début de la Guerre froide, les États-Unis d'Amérique, de leur côté, créent des associations chargées d'accompagner ce mouvement à leur profit, l'«American Committee on United Europe» et l'«American Friends of the Middle East». Dans le monde arabe, la CIA organise des coups d'État, notamment en faveur du général Hosni Zaim à Damas (mars 1949), un prétendu nationaliste que l'on supposait hostile aux communistes.

Face à l'hostilité du Monde occidental, l'objectif de l'URSS était donc double: affaiblir les Britanniques dans la région, et essayer de faire basculer Israël dans le camp soviétique, en profitant de la domination de la gauche sur le mouvement sioniste et de son alliance avec le Mapam, second parti du pays après les élections de 1949, selon l'historien Ilan Pappé

L'URSS ne s'en remettra jamais de cette méprise. Erreur de jugement fatale qui vaudra aux communistes arabes d'être pourchassés pour athéisme et matérialisme. La caution soviétique au plan de partage va en effet déclencher une vague de désertion dans les rangs communistes arabes désormais constamment tenus en suspicion et une vague de répression à leur rencontre. Le dirigeant communiste libanais Farjallah Hérou sera dilué dans l'acide par les services syriens aiguillonné par les Égyptiens, le parti communiste soudanais décapité par Gaafar el-Nimeiry avec l'aide du libyen Mouammar Kadhafi, de même que les partis communistes d'Iran, d'Égypte et d'Irak.

- Pour aller plus loin sur ce thème, cf ces liens:

<https://www.madaniya.info/2020/09/08/le-destin-tragique-des-communistes-arabes-1-2/>

<https://www.renenaba.com/le-29-novembre-1947-une-nuit-funeste-pour-les-arabes/>

La théorie du vaccum: De la délégitimation de la revendication arabe et la dénégation des droits des Palestiniens

De la vacuité géographique: Un peuple sans terre pour une terre sans peuple

Le Foyer National Juif s'est déployé en Palestine, précisément, et non à Madagascar ou en Argentine comme cela était prévu dans le projet originel pour l'évidente raison que la mise en place de cette entité occidentale au cœur du Monde arabe répondait avant tout à un géotropisme permanent des puissances coloniales:

Le verrouillage de l'espace arabe au prétexte de la liberté de navigation et de la sécurité de la route des Indes: Gibraltar, le Canal de Suez, l'île de Masirah, la Côte des pirates auront ainsi tout au long de l'histoire moderne constitué autant de jalons de l'expansion européenne, autant de places fortes de garnison et de vigiles de l'Empire britannique.

L'implantation du Foyer National Juif en Palestine a été précédée de la conquête de l'Algérie, en 1830, du protectorat de la France sur la Tunisie, en 1881, du protectorat anglais en Égypte, en 1882. Elle est concomitante du Mandat français sur la Syrie et le Liban, en 1920

et du Mandat anglais sur l'Irak et la Palestine.

Soixante dix ans après l'indépendance des pays arabes, au lendemain de la Deuxième guerre mondiale, la présence militaire occidentale est plus forte qu'à l'époque coloniale.

L'ensemble arabo-musulman est ainsi enserré dans un maillage, sans doute l'un des plus denses au monde. Bahreïn abrite le QG de la Vème flotte américaine opérant dans la zone Golfe-Océan indien et le Qatar, le QG du commandement central, qui couvre une zone allant de l'Afghanistan au Maroc. Le Koweït, zone de pré positionnement des troupes américaines dans le golfe, sert de base arrière pour le ravitaillement stratégique des troupes combattantes américaines dans la zone. Abou Dhabi, une base aéroterrestre française et l'Arabie saoudite abrite sur la base du prince sultan, dont la superficie excède la superficie de Paris, les avions radars Awacs,

Enfin, le Sultanat d'Oman, sur l'île de Masirah relevant de sa souveraineté, une base aéronavale anglaise verrouille la jonction Océan Indien-Golfe arabo-persique, et, le Maroc, la base aérienne de Kénitra pour la surveillance aérienne depuis la rive arabe du passage de Gibraltar.

L'énumération ne serait pas complète si l'on ne mentionnait pas le mandat de fait exercé sur le Liban par les États-Unis et la France depuis l'assassinat du premier ministre libanais Rafic Hariri, en février 2005. L'importance de l'implantation du Foyer National Juif en Palestine apparaît rétrospectivement ainsi un élément du maillage.

Le choix de la Palestine s'est fait en vertu du principe de la vacuité géographique. L'habillage idéologique à cette entreprise de prédation se résumait par ce slogan «Un peuple sans terre pour une terre sans peuple».

Un slogan mystificateur car il revenait à nier l'existence d'une population dont les ancêtres s'étaient frottés victorieusement aux Croisés, en Palestine, nier l'existence d'une civilisation, marquée par une économie agricole réputée pour son huile, ses vins, le vin de Latroun, ses agrumes, les oranges de Jaffa célèbre dans l'ensemble de la Méditerranée, bien avant la fertilisation du désert par les vaillants Kiboutznik, autre mystification de la légende sioniste.

La notion de vacuité s'est depuis lors déclinée dans toutes ses variantes. De la vacuité géographique nous sommes ainsi passés à la vacuité culturelle puis à la vacuité politique.

La vacuité culturelle : La Palestine a été décrétée en situation de vacuité par application de la théorie du chancelier autrichien Metternich «le Res Nullus», tout simplement parce qu'elle a eu la mauvaise idée de se situer du mauvais côté de la frontière et de l'imperium européen: «En dehors des frontières de la civilisation, il était loisible d'insérer librement, au milieu des populations plus ou moins arriérées -et non contre elles- des colonies européennes qui ne pouvaient être que des pôles de développement». Autrement dit, la Palestine n'était pas un territoire vide démographiquement, mais culturellement, vide d'une sorte de vacuité culturelle, car ne répondant pas au standard européen.

La vacuité politique : La théorie de la vacuité palestinienne s'applique d'ailleurs d'une manière discontinue depuis 1948 sur le plan politique. L'absence de progrès dans la recherche de la paix a toujours été imputée à l'absence de volonté de paix chez les Arabes, ce qui a été vrai un certain temps, mais qui n'est plus vrai depuis 1982 (adoption du plan de Fès-Maroc), et surtout à l'absence d'interlocuteurs palestiniens, ce qui n'a jamais été vrai.

Des «animaux à quatre pattes», selon l'expression de l'ancien premier ministre Golda Meir, aux «cafards» d'Avigdor Lieberman, le chef de file de la droite radicale, les Palestiniens ont rarement été identifiés pour eux mêmes, pour ce qu'ils sont, des Palestiniens, les habitants originels de la Palestine.

La négation de l'identité palestinienne a trouvé son illustration la plus achevée avec la mise en résidence forcée de Yasser Arafat, Président démocratiquement élu de la Palestine et prix Nobel de la Paix, par le dirigeant israélien le plus controversé pour ses pratiques terroristes, le premier ministre Ariel Sharon avec la complicité des pays occidentaux.

La promesse Balfour est en fait une promesse faite, le 2 novembre 1917, par le ministre anglais des Affaires étrangères Arthur James Balfour à Lord Walter Rothschild d'aménager un « Foyer National Juif en Palestine». Arthur Koestler, un écrivain nullement suspecté d'antisémitisme, en tirera un accablant constat qui se passe de commentaires: «Pour la première fois dans l'histoire, écrira, cet auteur hongrois anticommuniste philo sioniste, «une nation promet solennellement à une autre (nation en gestation) le territoire d'une troisième nation». Une fraction de la Palestine est promise aux Juifs non pour les dédommager des atrocités commises à leur égard par les Palestiniens ou les Arabes, mais en compensation des persécutions qu'ils ont eu à subir en Europe.

2- La dislocation du Front Arabe

Au-delà de cet épisode, la sanctuarisation d'Israël passera par le maintien du Monde arabe dans une forme de balkanisation, dans une stratégie visant à la dislocation de l'ensemble arabe de la part des Occidentaux.

Le Pacte de Bagdad

Pacte dont le nom officiel était «Traité d'organisation du Moyen-Orient», a été fondé le 24 février 1955 entre l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et le Royaume-Uni, rejoints par les États-Unis en 1958. Une alliance d'une grande perversité en ce qu'elle groupait un pays arabe, l'Irak, avec des puissances non arabes: l'Iran impériale chiite et la Turquie sunnite mais, néanmoins membre de l'Otan avec les deux puissances majeures du pacte atlantique. Le Pacte de Bagdad frappait de caducité le Pacte de Défense commune arabe.

1956- L'agression tripartite de Suez

Menée par les deux puissances coloniales du Moyen Orient –Le Royaume Uni et la France– et leur créature Israël contre l'Égypte. Cette première opération militaire conjointe israélo-occidentale contre le Monde arabe destinée à châtier un dirigeant nationaliste arabe, Gamal Abdel Nasser, coupable d'avoir cherché à récupérer sa principale richesse nationale, le Canal de Suez, sera suivie d'autres expéditions punitives.

Les guerres croisées des États-Unis en Irak pour le compte d'Israël, depuis 2003, la guerre d'Israël au Liban contre le Hezbollah pour le compte de l'Amérique, en 2006, constituent de parfaites illustrations de l'intrication d'Israël dans la stratégie occidentale.

Du calendrier comme date traumatique: 5-6 juin et 13 avril

La bataille dans l'ordre symbolique revêt une importance primordiale dans le contexte de guerre totale que livre Israël, car elle détermine, au delà d'une lecture linéaire de l'actualité, l'issue d'un combat capital, la bataille pour la captation de l'imaginaire arabe et partant la

soumission psychologique de ses adversaires.

Dans cette guerre psychologique, deux dates ont une fonction traumatique dont Israël en use régulièrement à l'encontre de ses ennemis à la manière d'un coup de butoir répétitif afin d'intérioriser l'infériorité arabe et d'ancrer dans l'opinion l'idée d'une supériorité permanente israélienne et partant d'une infériorité irrémédiable arabe.

La grande date traumatique est celle de la bretelle du 5-6 juin surchargée d'histoires: Sur cette date se concentre en effet la troisième guerre israélo-arabe de juin 1967, la destruction de la centrale nucléaire irakienne de Tammouz, le 5 juin 1981, ordonnée par Menahem Begin pour tester les réactions du nouveau président socialiste français François Mitterrand, le lancement de l'opération «Paix en Galilée» contre le Liban, le 6 juin 1982, visant à déblayer la voie à l'élection à la présidence libanaise du chef phalangiste libanais Bachir Gemayel, enfin le 6 juin 2004 la lourde condamnation de Marwane Barghouti.

La Guerre de juin 1967, première guerre préemptive de l'histoire contemporaine, a permis à Israël, -déjà à l'époque première puissance militaire nucléaire du Moyen-Orient et non «le petit David luttant pour sa survie contre un Goliath arabe»-, de s'emparer de vastes superficies de territoires arabes (le secteur Est de Jérusalem, la Cisjordanie, la Bande de Gaza, le plateau syrien du Golan et le désert égyptien du Sinaï) et de briser l'élan du nationalisme arabe. Mais elle a du même coup accéléré la maturation de la question palestinienne et favorisé l'émergence du combat national palestinien qui demeure encore de nos jours, 42 ans après, le principal défi qui se pose à Israël.

La guerre du Liban de juin 1982, culminant avec un siège de 56 jours de la capitale libanaise, si elle a provoqué la perte du sanctuaire libanais de l'Organisation de Libération de la Palestine et le départ forcé de Yasser Arafat de Beyrouth, elle a dans le même temps donné naissance à une résistance nationale libanaise armée symbolisée par le Hezbollah (le Parti de Dieu) qui forcera dix huit ans plus tard l'invincible armée israélienne à une retraite sans gloire du sud-liban, le 25 mai 2000, premier dégagement militaire israélien d'un territoire arabe non assorti d'un traité de paix.

L'allié des Israéliens a bien accédé à la magistrature suprême, mais pour une présidence éphémère toutefois. Bachir Gemayel sera tué dans un attentat à la veille de sa prise de pouvoir et les Israéliens éclaboussés par les massacres des camps palestiniens de Sabra-Chatila qui ont suivi son assassinat.

L'autre date traumatique de la guerre psychologique anti-arabe menée par Israël est celle de la bretelle du 11-13 avril, date d'une triple commémoration: la première, celle du raid israélien contre le centre de Beyrouth, le 11 avril 1973, qui a entraîné l'élimination de trois importants dirigeants de l'OLP Kamal Nasser son porte-parole, Abou Youssef Al-Najjar, son ministre de l'Intérieur ainsi que Kamal Adwane, le responsable des organisations de jeunesse, la deuxième, celle du déclenchement de la guerre civile inter factionnelle libanaise deux ans plus tard, le 13 avril 1975, la troisième, celle du raid aérien américain sur Tripoli (Libye), le 13 avril 1986, puis ultérieurement l'imposition du boycottage de la Libye par les Nations Unies le 13 avril 1992.

La condamnation de Marwane Barghouti, un des rares dirigeants palestiniens bilingues arabo-hébraïque, a éliminé de la vie politique active l'un des plus brillants représentants de la relève palestinienne, l'antithèse des bureaucrates corrompus à la représentativité problématique. Mais elle répond surtout à une fonction traumatique. Par son excès toutefois, le verdict est lourd de conséquences en termes d'images pour les Israéliens,

encombrés désormais d'un prisonnier charismatique et galvaniseur. En le victimisant, les Israéliens l'ont transformé en symbole et les geôliers israéliens sont devenus ainsi, au regard de ses nombreux sympathisants dans le monde, les propres captifs de leur prisonnier palestinien. Avec en prime un symbole encombrant à gérer.

Le hasard favorise parfois le calendrier, la coïncidence apparaît alors comme un signe du destin. Marwane Barghouti a été condamné à la détention à perpétuité le jour du décès de l'ancien président américain Ronald Reagan, celui-là même qui avait dit «Bye Bye l'OLP», le jour de l'évacuation des Fedayin de la capitale libanaise en septembre 1982. En 25 ans les Fedayine se sont transformés en Moudjahiddine et le fait national palestinien a survécu à Ronald Reagan. Un clin d'œil de l'histoire?

En 42 ans, les coups de butoir répétitifs israéliens ont eu donc des résultats mitigés, parfois même en contradiction avec l'objectif visé. Tout au long de ce conflit, Israël a veillé à s'assurer la maîtrise du récit médiatique et le monopole de la compassion universelle pour les persécutions dont les Juifs ont été les victimes au XIXème et XXème siècles en Europe.

Mais la destruction de la ligne Bar Lev par les Égyptiens lors de la Guerre d'octobre 1973 a libéré les Arabes de la peur panique que leur inspirait l'État Hébreu, et, avec les volontaires de la mort, les bombes humaines qui ont fait 914 morts du côté israélien lors de la deuxième Intifada palestinienne (2000-2003), la peur est désormais équitablement répartie entre les deux camps, alors que, parallèlement, les massacres des Palestiniens de Sabra et Chatila, en 1982, ont brisé le mythe de la «pureté des armes israéliennes» et le dégagement militaire du Sud du Liban, le «mythe de l'invincibilité israélienne».

Le temps historique n'est pas réductible au temps médiatique. Israël, durant le premier demi-siècle de son indépendance (1948-2000), a été victorieux dans toutes les guerres qui l'ont opposé aux armées conventionnelles arabes, mais la tendance s'est inversée depuis le début du XXI me siècle, avec la mise en œuvre de la stratégie de la guerre asymétrique. Toutes ses confrontations militaires avec ses adversaires arabes se sont depuis lors soldées par des revers militaires, que cela soit au Liban, en 2006, contre le Hezbollah chiite libanais, ou en 2008 à Gaza, en Palestine, contre le Hamas sunnite palestinien.

Les accords de paix de Camp David

Les accords de paix de Camp David relèvent de cette stratégie visant à briser un Front Uni arabe dans le cadre d'un règlement d'ensemble du conflit israélo-arabe en privilégiant des arrangements partiels avec chacun des pays arabes pris séparément de manière à reléguer le règlement du cœur du conflit à une date indéterminée.

Osons l'affirmation: Camp David a été une immense duperie et le traité de paix égypto israélien, une malédiction pour l'Égypte, le Monde arabe et vraisemblablement pour la paix régionale.

Faisant fi des règles élémentaires de la polémologie, le traité égypto-israélien a brisé l'unité du front des «pays du champ de bataille» (Égypte, Syrie, Jordanie, Palestine-OLP, Liban), matérialisée dans de la guerre de 1948, tout comme dans l'expédition de Suez en 1956 et la guerre d'octobre en 1973 et a répondu pleinement à l'objectif sous-jacent de la diplomatie israélo-américaine.

En marginalisant l'Égypte, il a libéré le flanc Sud d'Israël et porté vers le Nord la guerre, la

prolongeant contre le Liban et la Palestine, allégeant de surcroît le budget militaire israélien pour l'affecter à la technologie de pointe. Dans sa course éperdue vers la paix, Sadate s'est refusé à voir le nœud coulant du piège que la diplomatie occidentale avait tendu autour du cou de l'Égypte, abusé qu'il était par l'idée qu'il forgeait l'histoire, ébloui par les sunlights de la renommée, dans une quête solitaire de la gloire en partage avec l'un des dirigeants de la droite la plus radicale israélienne, l'ordonnateur de l'invasion du Liban en 1982, Menahem Begin.

Signé sans égard pour le fidèle partenaire syrien, le traité de 1979 est suivi de la signature d'un traité similaire par la Jordanie, deux arrangements qui laisseront la Syrie tragiquement isolée face à Israël.

Damas brisera son isolement par une alliance de revers avec l'Iran et par sa volonté de maintenir sous son contrôle les cartes libanaise et palestinienne, sur fond de manœuvres de diversion régionale qui déboucheront sur la guerre inter-factionnelle libanaise de 1975-1990. Des «traités de paix» en somme, qui ont déchaîné une folie meurtrière de quinze ans.

Une approche collective arabe aurait évité à Israël de se jouer des contradictions arabes. Ce jeu s'effectua en alternant les offres de négociation tantôt à la Syrie, tantôt aux Palestiniens, dans une démarche dilatoire visant à parachever le peuplement du plateau du Golan et de la Cisjordanie ainsi que la judaïsation de la ville sainte de Jérusalem. Mais l'Égypte n'en a eu cure.

Le traité de paix, une notion trompeuse

La Paix (pax en latin) désigne habituellement un état de calme ou de tranquillité comme une absence de perturbation, d'agitation ou de conflit. Elle est parfois considérée comme un idéal. Synonyme de calme et de concorde, elle renvoie à une forme de tranquillité intérieure qui règne dans les États, dans les familles, dans les sociétés et suggère une réconciliation, une tranquillité de l'âme, du cœur, une situation tranquille d'un État, d'un peuple, d'un royaume, d'une famille.

A s'en tenir à cette définition, le mot est trompeur lorsqu'il est appliqué à la Paix entre l'Égypte et Israël

En effet, il est ici plutôt l'équivalent à la soumission, tant il est vrai que la paix de Camp David n'a pas signifié la cessation des hostilités, mais leur transfert vers d'autres zones, particulièrement le Liban, l'Irak, la Syrie, la Tunisie, le Soudan et la Palestine, avec la caution plus ou moins tacite, parfois la résignation du plus grand État arabe.

Célébré dans l'ensemble du camp occidental comme annonciateur d'une ère nouvelle de paix et de prospérité dans la zone intermédiaire entre l'Asie et l'Europe, le traité sera vécu au niveau de l'opinion arabe et musulmane comme une succession de rebuffades et d'humiliations pour l'amour propre national de l'Égypte.

Sur le plan stratégique, les provocations flagrantes israéliennes ont été perçues comme une fragilisation de la sécurité de l'espace national arabe.

Qu'on en juge: Le traité de Washington du 21 mars 1979 a été suivi de l'annexion de Jérusalem comme «capitale éternelle et indivisible de l'État hébreu» le 30 juillet 1980 ; de la destruction de la centrale nucléaire irakienne de Tammouz le 7 juin 1981; puis de l'annexion

du plateau syrien du Golan le 14 décembre 1981; avant de culminer avec l'invasion israélienne du Liban le 5 juin 1982, le siège de Beyrouth et la destruction des infrastructures de L'OLP au Liban.

Un répit est observé à l'occasion du processus de réintégration de l'Égypte au sein du camp arabe en 1984, à la faveur de la guerre irako-iranienne, avant de reprendre de plus belle avec une succession ininterrompue d'opérations de harcèlement contre ceux-là mêmes qui étaient les «frères d'armes» des Égyptiens: raid contre le quartier général de Yasser Arafat, à Tunis le octobre 1985; puis l'assassinat de son bras droit, Abou Jihad (alias Khalil Al Wazir); le responsable militaire de la centrale palestinienne, toujours à Tunis le 15 avril 1988; et le responsable du service des renseignements palestiniens Abou Iyad (alias Salah Khalaf), encore à Tunis le 14 janvier 1991 ; enfin les deux dirigeants du Hamas, Cheikh Ahmad Yassine et Abdel Aziz Al-Rantissi, par des assassinats extrajudiciaires, amputant le leadership palestinien de ses dirigeants les plus aguerris et les plus représentatifs, déblayant la voie à la promotion d'une personnalité sans relief, le bureaucrate Mahmoud Abbas.

Telle une longue litanie, telle une longue plainte de l'impuissance arabe, les coups de poing israéliens se succéderont à un rythme soutenu, sous couvert de «guerre contre le terrorisme»: deuxième guerre du Liban en 2006, guerre contre l'enclave palestinienne de Gaza en 2008, raid de destruction d'une centrale nucléaire au nord de la Syrie le 6 septembre 2007, raid aérien contre le Soudan en janvier 2009, construction du Mur d'apartheid, judaïsation rampante de Jérusalem.

A l'ombre de la paix égyptienne, la machine de guerre israélienne n'aura connu ni trêve, ni répit, mais a avancé dans la colonisation rampante de la totalité de la Palestine.

A l'ombre du traité de paix, la Palestine, dans ses deux volets, la Cisjordanie et Gaza, devient au fil des ans, la plus grande prison du Monde, le plus grand camp de concentration à ciel ouvert, avec un mur de séparation en béton armé, qui encercle et enferme près de trois millions de personnes, des dizaines de villes et de villages. Un mur trois fois plus long que le mur de Berlin et deux fois plus haut, d'une hauteur de huit mètres et d'une longueur de sept cent cinquante kilomètres.

Découplage Golfe Méditerranée: la paix comme appât à la caution arabe d'une politique belliciste occidentale

Au delà de la théorie du vacuum, la stratégie occidentale a toujours cherché à opérer un double découplage:

- Découpler la zone du golfe de la zone méditerranéenne du monde arabe, c'est-à-dire la zone d'abondance repue et docile de la zone de pénurie, découpler sa chasse gardée pétrolière de la turbulence de la démographie frondeuse de la Méditerranée.
- Découpler les problèmes du golfe arabo-persique du conflit israélo-arabe, utilisant le règlement de la question palestinienne comme un appât pour obtenir une caution arabe à sa politique belliciste à l'égard du monde arabe, quand bien même elle a, elle-même, pris l'initiative de subordonner le règlement du problème palestinien au règlement des problèmes plus généraux du Moyen-Orient.

La conférence de Madrid, en 1990: une parade diplomatique sans lendemain

La conférence de paix de Madrid s'est tenue, en novembre-décembre 1990, dans la foulée de la première guerre contre l'Irak.

Elle est apparue rétrospectivement comme une belle parade diplomatique sans lendemain. La première percée significative sur la voie de règlement du conflit israélo-palestinien a eu lieu avec les accords d'Oslo, en 1993. Elle a pu se produire car elle a été opérée, en catimini, entre Israéliens et Palestiniens, à l'insu des impératifs de la diplomatie américaine, non par un élan de générosité israélienne à l'égard des Palestiniens mais pour la simple raison que le premier ministre israélien de l'époque Yitzhak Rabin était parvenu à la conclusion, au terme de la première Intifada, que ce conflit de basse intensité, saignait l'économie israélienne en une lente hémorragie, altérait l'image d'Israël, alors que l'occupation pervertissait la moralité de la jeunesse israélien.

Les accords d'Oslo prévoyaient la constitution d'un Etat palestinien dans un délai de cinq ans. La feuille de route de George Bush, lancée en 2003 dans la foulée de l'invasion américaine de l'Irak, prévoyait, elle aussi, l'édification d'un Etat palestinien dans un délai de cinq ans, c'est-à-dire en 2008. Le dernier forcing de Condoleeza Rice au Moyen-Orient, trois voyages au premier trimestre 2007, visait à soulager la pression anti-américaine sur l'Irak.

Le Péril chiite

Entre-temps, la diplomatie occidentale s'est fixée un objectif de diversion: Combattre le péril chiite, suscité par les Américains en décapitant les deux adversaires idéologiques -et sunnites- de l'Iran chiite révolutionnaire, les Talibans, en Afghanistan, en 2001, et l'Irak baasiste et laïc de Saddam Hussein, en 2003. L'Iran est devenue une puissance régionale redoutée non pas tant sous l'effet d'une politique volontariste, mais par effet d'aubaine consécutive à la politique erratique américaine. Combattre aussi la menace nucléaire iranienne suscitée par la prépondérance militaire israélienne et son hégémonie régionale du fait de sa possession de l'arme atomique et son refus de se soumettre aux contrôles prévus par le Droit International.

L'Islam sunnite, sous l'égide du président égyptien, Gamal Abdel Nasser, puis de Yasser Arafat, chef de l'Organisation de Libération de la Palestine, a été diabolisé lorsqu'il s'est identifié au combat nationaliste arabe pour la restauration des Droits Nationaux Palestiniens.

Nasser comme Arafat ont été traités d' «Hitler» par les médias israéliens et leurs alliés occidentaux, alors que les Chiites sous l'autorité du Chah d'Iran étaient cités en modèle de modernité et d'intégration occidentale. Maintenant que l'équation s'est retournée, les dirigeants arabes sunnites, affidés de l'Occident, se voient gratifiés d'un vocable qui se veut flatteur «l'axe de la modération», alors que figurent au sein de cette alliance certains des dirigeants les plus rétrogrades de la planète.

C'est Israël qui a introduit la course aux armements atomiques au Moyen Orient et cela depuis cinquante ans et c'est l'Iran qui constitue l'unique danger nucléaire de la zone.

Ce sont quinze Saoudiens qui participent aux attentats aériens 11 septembre 2001 contre des objectifs américains et c'est l'Irak baasiste et laïc qui est soupçonnée de connivence avec l'organisation fondamentaliste sunnite Al Qaïda, quand bien même il est de notoriété

publique que l'ordonnateur des attentats du 11 septembre 2001 est le poulain commun des Saoudiens et Américains Oussama Ben Laden.

Cette drôle de logique illustre le discours disjonctif occidental à l'égard du monde arabo-musulman, une logique variable en fonction des intérêts des occidentaux. Un discours qui explique largement les déboires occidentaux en terre arabe. Au passage signalons, qu'Israël est le seul état du Monde à vouloir désigner au préalable ses interlocuteurs, en délimitant au préalable l'ordre du jour, en anticipant, au préalable, ses propres résultats, sans que cette morgue ne suscite la moindre critique dans les cercles dirigeants occidentaux, plongés dans une sorte de léthargie amnésique pour tout ce qui concerne le problème palestinien.

La tentation monarchique dans la décennie 1990; les cas de l'Irak et de la Libye

Dans la décennie 1990, dans la foulée de l'implosion du bloc soviétique et du triomphe de l'islamisme politique, les stratèges occidentaux ont caressé le projet de procéder à une restauration monarchique dans les pays arabes pétroliers, alliés de l'URSS, principalement l'Irak, -exsangue au terme d'une guerre décennale contre l'Iran pour le compte des pétromonarchies, mais fatale au régime baasiste- et la Libye, épuisée par une guerre ruineuse contre la France par Tchad interposé.

Une restauration monarchique permettait aux monarchies arabes de détenir la majorité absolue au sein de la Ligue arabe, l'instance décisionnel de l'instance pan arabe, et donc un alignement, sous l'apparence d'un vote démocratique, au diktat de l'Occident.

De restaurer le statu quo ante: La 1ère guerre israélo-arabe, en 1948, a provoqué la chute de la monarchie égyptienne, en 1952; l'agression tripartite franco-anglo-israélienne de Suez, en 1956, la chute de la monarchie irakienne, en 1958; La guerre de juin 1967, la chute de la monarchie libyenne.

La guerre d'indépendance du Yémen, menée à l'instigation de Gamal Abdel Nasser, a mis fin au protectorat britannique à Aden (Sud Yémen) et à l'Imamat au Nord Yémen.

- Pour aller plus loin sur ce thème, cf ce lien:
<https://www.renenaba.com/la-tentation-monarchique-dans-la-decennie-1990/>

Faute du charisme des prétendants au trône hachémite d'Irak et Senoussi de Libye, le projet a été abandonné et repris une décennie plus tard, sous une autre forme. En deux temps: La Libye est d'abord inscrite par les États Unis, en 1979, sur la liste des pays soutenant le terrorisme, à la suite de l'attentat de Lockerbie et mis en quarantaine et l'Irak, soumis à un blocus en 1990 à la suite de son invasion du Koweït.

Dix ans plus tard, en 2003, l'Irak était envahie par les États-Unis, en représailles des raids terroristes contre les symboles de l'hyperpuissance américaine du 11 septembre 2001, et en substitution à l'Arabie saoudite, sous le faux prétexte de sa possession d'armes de destruction massive; Et la Libye, huit ans plus tard, en 2011, au nom du «Devoir d'ingérence humanitaire».

Dominique Strauss-Kahn, l'ancien grand pont socialiste de l'économie française, avait déjà aiguillonné, du temps de sa splendeur, l'opinion internationale sur l'impérieuse nécessité de cibler l'Iran et non l'Irak, en conformité avec la stratégie israélienne.

«On mesure que les Américains se sont trompés de cible: la menace ne venait pas de l'Irak, mais de son voisin perse». «La politique qui est aujourd'hui conduite en Iran sous la houlette d'Ahmadinejad comporte de nombreuses expressions du totalitarisme qui, en tant que telles, doivent être combattues.

À ce propos, c'est pour moi une grave erreur d'avoir prétendu, comme l'ont fait Jacques Chirac et son ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, que l'Iran jouait «un rôle stabilisateur» dans la région. Cela entraîne une confusion sur la nature réelle de ce qu'est le régime iranien actuel. Cela revient à envoyer un message erroné à un pays qui use largement de sa capacité de nuisance comme on le voit au Liban via le Hezbollah, en Irak ou avec le chantage nucléaire qu'il cherche à exercer».

«On mesure que les Américains se sont trompés de cible: la menace ne venait pas de l'Irak, mais de son voisin perse».

- La déclaration intégrale de DSK sur ce thème, sur ce lien:
<https://www.renenaba.com/dsk-dans-le-texte-pigure-de-rappel/>

2008 - L'Union Pour la Méditerranée

Le projet de Nicolas Sarkozy de «l'Union Pour la Méditerranée» se voulait un projet grandiose dont le terme ultime était de faire de la Méditerranée, un des pivots du XXI ème siècle. Il répondrait à trois objectifs sous-jacents en conformité avec la stratégie néoconservatrice américaine.

1er objectif: Fondre dans un même espace de coopération Arabes et Israéliens, ce qui suppose au préalable le règlement du conflit israélo-arabe particulièrement son volet palestinien, c'est à dire la question de Jérusalem et l'édification d'un état palestinien viable, et, dernier et non le moindre des problèmes, le rapport avec la Syrie. Ce projet est mort né à sa première année d'existence du fait de la reprise des hostilités entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza.

D'une manière incidente, la conjonction au sein d'un forum méditerranéen de la Turquie et d'Israël, les deux principaux leviers de la stratégie américaine au Moyen-orient, tendait de surcroît à diluer l'ensemble arabe dans une structure protéiforme à l'effet de réduire son homogénéité et à le placer dans une situation de minorité face à ses autres partenaires.

D'une manière subséquente, elle tendrait aussi à substituer l'Iran à Israël comme le nouvel ennemi héréditaire des Arabes, exonérant les Occidentaux de leur propre responsabilité dans la tragédie palestinienne, en banalisant la présence israélienne dans la zone au détriment du voisin millénaire des Arabes, l'Iran, dont le potentiel nucléaire est postérieur de soixante ans à la menace nucléaire israélienne et à la dépossession palestinienne.

- Pour aller plus loin sur ce thème, cf ce lien:
<https://www.renenaba.com/union-pour-la-mediterranee-un-orni-objet-remuant-non-identifie/>

Le printemps arabe de la décennie 2010

Le printemps arabe en rapport avec le conflit israélo palestinien: Le sud Sinaï, le Hong Kong des Arabes.

Le printemps arabe avait un rapport avec le règlement du conflit israélo arabe. Le projet de la Rand Corporation qui avait pour nom de code C-C C (From Confrontation to Containment) prévoyait l'affectation d'une portion du désert du Sinaï à l'installation de Palestiniens de la diaspora dans le sud de la péninsule. Ce projet devait être complété par la création d'une zone franche à l'est de Suez et des investissements considérables pour en faire de cette zone de démarcation entre Israël et l'Égypte « Le Hong Kong des Arabes ».

En superposition, la stratégie américaine, depuis 2007, a visé à confier la gestion de l'Islam politique aux Frères Musulmans afin que la confrérie assume le rôle de chef de file du courant se réclamant de l'Islam modéré et souscrire à un règlement de la question palestinienne, réduite à sa portion congrue.

- Pour aller plus loin sur ce thème, cf ce lien <https://www.renenaba.com/libye-an-iii-post-kadhafi-le-projet-c-c-de-la-rand-corporation/>

Son objectif sous-jacent masquait une guerre de prédation économique d'un Occident en crise systémique d'endettement.

Le printemps arabe est intervenu au terme d'une décennie calamiteuse de «guerre contre le terrorisme», matérialisée par les interventions américaines en Afghanistan (2001) et en Irak (2003), avec leur coûteuse répercussion sur les finances des États-Unis. La crise du système bancaire américain (2008) qui en a découlé a entraîné une perte de capitalisation boursière de l'ordre de 25 mille milliards de dollars.

Cumulé avec la crise systémique de l'endettement européen, le carnage d'Oslo juillet 2011, carnage commis par un Européen, dans un pays européen contre des Européens, a constitué un désaveu absolu à la «guerre contre le terrorisme».

Ce qu'il est convenu d'appeler «le printemps arabe» est en fait une guerre de prédation des économies arabes, avec le démembrement du Soudan, principal ravitailleur énergétique de la Chine, via le sud soudan, la désarticulation de la Libye, principal ravitailleur pétrolier de la Russie, et la neutralisation de la Syrie, l'allié permanent de la Russie et de la Chine dans le Monde arabe. Libye et Syrie, deux pays de surcroît sans endettement extérieur.

Cadeau compensatoire à la Turquie pour le refus de son admission au sein de l'Union Européenne, la guerre de Syrie a constitué une guerre de substitution à l'Iran, en vue de briser les voies de ravitaillement stratégique du Hezbollah, dans le sud Liban, invincible à ce jour face à Israël.

Par les cinq veto opposés par la Russie et la Chine au Conseil de sécurité, la guerre de Syrie a mis un terme à l'unilatéralisme occidental dans la gestion des affaires du Monde et favorisé l'émergence d'un Monde multipolaire avec la montée en puissance du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud).

Si la guerre de Syrie a été une guerre de substitution à l'Iran en vue de la rupture du ravitaillement stratégique du Hezbollah, via la Syrie, son effet secondaire a été de détourner l'attention sur la phagocytose de la Palestine par Israël avec la complicité des états occidentaux.

L'État hébreu cherche en effet à constituer une ceinture d'états vassaux sur son pourtour,

comme en témoignent le démembrement du Soudan avec la constitution d'une enclave pro israélienne au sud Soudan, sur le parcours du Nil, une enclave pro-israélienne dans le Kurdistan irakien.

Un schéma identique était prévu en Syrie dans le secteur de Raqqa, mais dont l'aboutissement a été contrarié par les revers militaires de la coalition islamo-atlantiste.

Tout au long de cette séquence, Israël a multiplié les arguments pour se refuser à admettre la constitution d'un état palestinien, avançant comme prétexte, qu'un tel état même à souveraineté limitée, sera, tantôt, une «base soviétique», tantôt une «base islamiste», enfin «une base iranienne».

Parallèlement au fait que Beyrouth et Alger, les deux plate-formes des mouvements de libération dans la décennie 1960-1970, implosait dans une guerre civile, le Liban pendant quinze ans (1975-1990), durant le processus de paix israélo-égyptien; L'Algérie durant la décennie noire de la décennie 1990, coïncidant avec l'implosion du bloc soviétique et la montée en puissance de l'islamisme politique pro saoudo-américain. En vain.

René Naba

Image en vedette : Entrée sud du Canal de Suez, 1956

Première partie :



[Le coût pour les États Unis du soutien inconditionnel à Israël 1/4](#)

La source originale de cet article est [Madaniya.info](#)

Copyright © [René Naba](#), [Madaniya.info](#), 2023

Articles Par : **[René Naba](#)**

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la

malédiction de Camp David” (Bachari), “Média et Démocratie, la captation de l’imaginaire un enjeu du XXI^{me} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l’Institut Scandinave des Droits de l’Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l’Association d’amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l’Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l’Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca